

Eldorado Nucléaire Limitée

L'idée court que les sociétés d'État démoralisent le secteur privé ou lui sont néfastes parce qu'elles drainent le capital disponible et lui livrent une concurrence déloyale. Le professeur Langford a étudié les prérogatives des sociétés d'État. Il mentionne que celles-ci ont parfois des obligations que les entreprises privées n'ont pas; qu'on pense, par exemple, à certaines politiques gouvernementales.

Je pourrais poursuivre indéfiniment mon argumentation pour ou contre la privatisation, mais je me bornerai à qualifier de mauvaise affaire la mesure à l'étude. A notre avis, le gouvernement est en train de faire des cadeaux, sans doute à ses amis, peut-être à Denison qui a un dossier lamentable en matière d'environnement. Le gouvernement va payer les yeux de la tête pour assainir les lieux. J'y suis allé et j'ai une bonne idée du problème. Nous sommes d'avis que cette mesure ne créera pas d'emplois et n'entraînera pas de progrès économique. On privatise simplement pour le plaisir de le faire. Voilà pourquoi le Nouveau parti démocratique s'y oppose.

M. James: Madame la Présidente, je suis désolé d'entendre mon ami et collègue, le député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell), qui est aussi mon voisin dans l'immeuble de la Confédération, dire que le gouvernement fédéral essaie d'assainir les finances d'Eldorado Nucléaire. Le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) semble louer le gouvernement ou voir d'un bon oeil qu'il accepte d'intervenir dans les affaires du secteur privé ou d'aider financièrement l'entreprise privée. Il a signalé le cas de General Motors, à Sainte-Thérèse. Il est probable que le gouvernement devra examiner chaque cas en particulier.

Mon collègue, le député de Vancouver—Kingsway, n'est pas forcément contre la privatisation, mais il trouve que nous sommes engagés dans une privatisation systématique. En trois ans et demi, nous avons privatisé quelque 19 sociétés, dont beaucoup de sociétés d'importance secondaire. Le gouvernement canadien possède entièrement 127 sociétés qui relèvent de 54 sociétés-mères.

● (1650)

Selon le député, son parti n'est pas forcément contre la privatisation. Je voudrais bien savoir quelles privatisations les néo-démocrates ont approuvées. A ma connaissance, ils n'ont approuvé aucune des privatisations proposées par le gouvernement. Je sais que le député parle avec conviction et qu'il est sincère. Je lui demande de me dire quand son parti a approuvé des privatisations et lesquelles.

M. Waddell: Madame la Présidente, la question est plutôt hypothétique. Le député ne peut soutenir que le gouvernement n'a pas privatisé un grand nombre de sociétés puis nous demander quand nous avons été d'accord. Nous n'approuvons évidemment pas la privatisation d'Air Canada parce que cette société se porte bien. La société fonctionne bien, elle cherche à atteindre un objectif public et les Canadiens s'opposent à cette mesure. Pourquoi l'appuyer?

Si le député proposait la vente d'une entreprise chancelante qui se vendrait facilement, je serais d'accord là-dessus.

Je voudrais revenir au premier argument invoqué par le député. Permettez-moi de m'expliquer. J'ai dit que le gouvernement prenait effectivement tous les risques dans le marché au sujet d'Eldorado Nucléaire Limitée. Il assume le fardeau de la dette et la responsabilité en matière d'environnement. En ce qui concerne Eldorado Nucléaire, ce sont de grands risques.

Le gouvernement agit ainsi pour hausser la valeur des actions afin de faire croire qu'il obtient un prix satisfaisant pour les actions. Toutefois, le contribuable canadien fera en définitive les frais quand il assumera la responsabilité des dettes et de l'assainissement de l'environnement. C'est ce que je prétends.

C'est un écran de fumée car le gouvernement nous dit en somme que la société marche bien, qu'il va la mettre en vente et que les actions se vendront à un prix élevé. Toutefois, nous devons assumer subrepticement les frais qu'entraînera l'assainissement de l'environnement ainsi que le fardeau de la dette. Voilà pourquoi je prétends que c'est une mauvaise affaire, qui est également une vraie fumisterie.

M. Cassidy: Madame la Présidente, je voudrais interroger le député au sujet du problème écologique que pose Eldorado, notamment au sujet de l'épuration des déchets à la raffinerie de Port Hope. Je constate avec inquiétude que le secteur public prend la plupart des risques en dépit de la privatisation d'Eldorado. La politique, semble-t-il, est de privatiser les bénéfiques et de laisser les pertes ou les frais au secteur public.

Mon honorable ami est-il d'accord là-dessus? Croit-il que les estimations selon lesquelles les frais de l'État pourraient atteindre 75 à 100 millions de dollars et plus pour l'épuration des déchets de la raffinerie de Port Hope sont raisonnables? En l'occurrence, quel avantage en retire le contribuable si nous retirons 100 ou 200 millions de dollars de la vente d'Eldorado pour en dépenser ensuite 100 millions ou davantage à nettoyer les raffineries de leurs déchets nucléaires? Cette opération ne rappelle-t-elle pas le paiement qu'a fait le gouvernement à Boeing pour lui permettre de racheter de Havilland? N'est-ce pas ce qui se passe maintenant?

M. Waddell: C'est un tour de passe-passe, Madame la Présidente. C'est tout ce que c'est. Et c'est bien ce qui arrive actuellement.

A propos des données sur les déchets de faible activité, je crois que le député est bien en-deçà de la vérité. Ces problèmes nous viennent du traitement du radium dans les années 30 et 40. A l'époque, on ne connaissait pas les déchets de ce produit aussi bien qu'aujourd'hui, et c'est pour cela qu'on en a déversé un peu partout.

Les déchets de faible activité proviennent de la fabrication des dérivés de l'uranium et du gâteau jaune utilisé à d'autres étapes du cycle du combustible nucléaire. Il ne s'agit pas des barres radioactives que l'on trouve dans les grandes centrales nucléaires. Mais ces déchets sont importants quand même.